



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial**

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-DCPPAT/BE-086 en date du 9 avril 2024**  
fixant des prescriptions complémentaires à la carrière souterraine de calcaire exploitée  
par la société Rocamat aux lieux-dits « Bois de la Tour Signy » et « La Petite Tour » 86380  
Jaunay-Marigny, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la  
protection de l'environnement.

**Le Préfet de la Vienne**

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles  
L. 121-1 et L. 122-1 ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement  
annexée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

**VU** le décret du 15 février 2022 du Président de la République portant nomination de  
Monsieur Jean-Marie GIRIER, préfet de la Vienne ;

**VU** l'arrêté ministériel 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2000-D2/B3-032 en date du 18 avril 2000 autorisant la SA  
Rocamat – 58 quai de la Marine 93450 l'Isle-Saint-Denis, à exploiter une carrière  
souterraine de Tuffeau sur la commune de Marigny-Brizay – 86380 – aux lieux-dits « Bois  
de la Tour Signy » et « La Petite Tour » – activité soumise à autorisation en application de  
la réglementation relative aux installations classées pour la protection de  
l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2007-D2/B3-020 en date du 19 janvier 2007 portant  
modification de l'arrêté n° 2000-D2/B3-032 du 18 avril 2000 autorisant monsieur le  
directeur de la Société Rocamat à exploiter, sous certaines conditions, au lieu-dit « Bois  
de la Tour Signy », commune de Marigny-Brizay, une carrière souterraine de calcaire,  
activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de  
l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2016-D2/B1-18 portant création de la commune nouvelle de  
Jaunay-Marigny ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2024-SG-DCPPAT-005 en date du 4 mars 2024 donnant  
délégation de signature à Monsieur Etienne BRUN-ROVET, sous-préfet, secrétaire général  
de la préfecture de la Vienne ;

**VU** le porter-à-connaissance daté d'avril 2023 relatif à la demande d'augmentation de la hauteur d'exploitation par exploitation des bancs de pieds transmis par la société Rocamat pour le site de Jaunay-Marigny ;

**VU** le courrier du maire de Jaunay-Marigny du 6 avril 2023 ;

**VU** le porter-à-connaissance daté de juillet 2023 relatif à la demande de l'exploitation d'une partie de la bande des 10 m transmis par la société Rocamat pour le site de Jaunay-Marigny ;

**VU** la demande de compléments en date du 16 octobre 2023 ;

**VU** les compléments apportés par Rocamat par courrier du 14 novembre 2023 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 mars 2024 ;

**VU** le courrier adressé le 4 avril 2024 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

**VU** l'absence d'observations formulées par l'exploitant par courriel le 8 avril 2024 ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application du 1° de l'article 15 de l'ordonnance du 26 janvier 2017 susvisée les autorisations délivrées au titre du chapitre IV du titre Ier du livre II ou du chapitre II du titre Ier du livre V du code de l'environnement dans leur rédaction antérieure à ladite ordonnance, sont considérées comme des autorisations environnementales relevant du chapitre unique du titre VIII du livre Ier de ce code, avec les autorisations, enregistrements, déclarations, absences d'opposition, approbations et agréments énumérés par le I de l'article L. 181-2 du même code que les projets ainsi autorisés ont le cas échéant nécessités ; les dispositions de ce chapitre leur sont dès lors applicables, notamment lorsque ces autorisations sont contrôlées, modifiées, abrogées, retirées, renouvelées, transférées, contestées ou lorsque le projet autorisé est définitivement arrêté et nécessite une remise en état ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant sollicite l'augmentation de la hauteur d'extraction afin de faire passer cette dernière de 4 à 7 m ;

**CONSIDÉRANT** qu'il fournit à l'appui de sa demande une étude de stabilité démontrant cette possibilité sous réserve de la mise en place de recommandations ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant sollicite la possibilité de poursuivre l'extraction jusqu'à la limite parcellaire au sud-est du site au droit de la parcelle D481 au niveau de la parcelle C108 ;

**CONSIDÉRANT** que cette extraction se fera en limite d'un chemin rural appartenant à la commune de Jaunay-Marigny ;

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable de la commune de Jaunay-Marigny ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent nécessaires ni les consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32, ni une nouvelle participation du public, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Identification**

Les dispositions applicables à la société Rocamat, SIREN 572 086 577, dont le siège est situé 84 rue Charles Michels 93200 Saint-Denis, ci-après dénommé l'exploitant, pour l'établissement qu'il exploite aux lieux-dits « Bois de la Tour Signy » et « La Petite Tour » 86380 Jaunay-Marigny, sont modifiées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

### **Article 2 – Modification de la hauteur d'extraction**

L'arrêté du 18 avril 2000 susvisé est modifié comme suit :

- à l'article 2, la hauteur de banc exploitable est portée à 7 m maximum ;
- à l'article 7.2, l'épaisseur maximale d'extraction est portée à 7 m ;
- à l'article 7.3, la hauteur maximale des galeries est portée à 7 m.

Conformément aux préconisations formulées dans l'étude de stabilité jointe au porter-à-connaissance de juillet 2023 susvisé, l'exploitant :

- s'assure de la conservation d'une dalle de toit non fracturée au sein de la formation de tuffeau d'épaisseur 1,75 m minimum pour un toit stable à long terme ;
- réalise un boulonnage systématique avec clous de 3 m en maille de 1,5 m x 1,5 m ;
- réalise un suivi géotechnique pendant l'exploitation afin de vérifier le comportement du massif par rapport aux hypothèses prises en compte dans le calcul et par rapport à la position effective du délit du toit.

### **Article 3 – Extraction dans la bande des 10 m**

Le dernier alinéa de l'article 7.3 de l'arrêté du 18 avril 2000 susvisé est complété comme suit :

*« L'extraction dans cette bande de 10 m est autorisée dans les tréfonds de la parcelle D 481, le long du chemin rural, conformément au plan figurant en annexe du présent arrêté. Les galeries qui sont ouvertes dans cette emprise seront remblayées sur toute leur hauteur. L'exploitant peut demander la levée de cette obligation sous condition d'obtenir une autorisation d'extension de l'exploitation sur la parcelle limitrophe C 108 »*

#### **Article 4 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

#### **Article 5 – Publicité**

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Jaunay-Marigny et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de la Vienne ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne pour une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 6 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de Vienne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de Jaunay-Marigny, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Rocamat et dont une copie sera adressée au maire de Jaunay-Marigny ainsi qu'au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

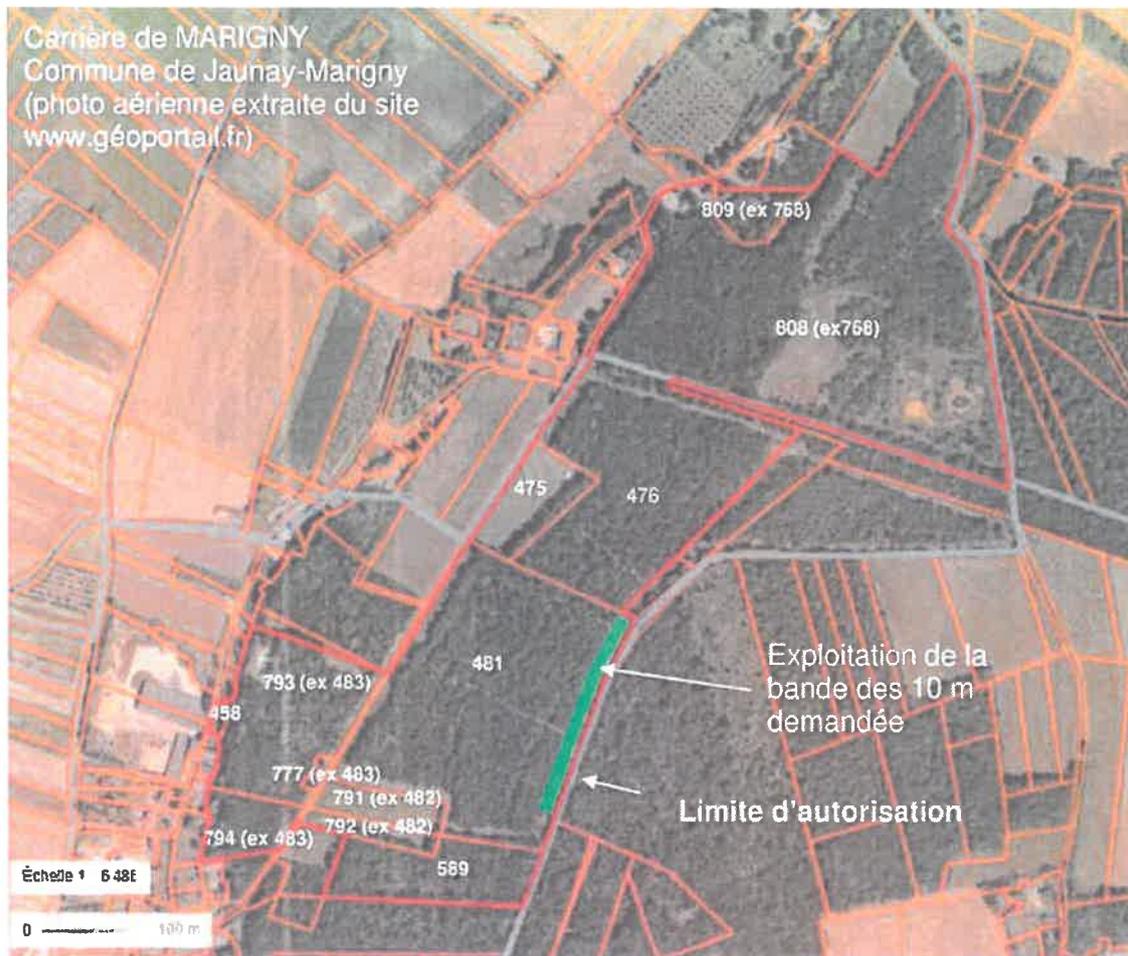
Poitiers, le 9 avril 2024

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Etienne BRUN-ROVET

## Annexe



Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire  
n° 2024-DCPPAT/BE-086 en date du 9 avril 2024

Poitiers, le 9 avril 2024

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

Etienne BRUN-ROVET